

WILLY DIT:



Indépendance et autodétermination

L'UDC se bat pour la sauvegarde d'une Suisse indépendante et neutre. Le minage de la souveraineté et de l'autodétermination par les élites politiques doit être stoppé. Il faut que cessent les efforts visant à intégrer insidieusement notre pays dans des organisations internationales comme l'UE. L'UDC s'engage, sur la base de la neutralité, pour une politique crédible des bons offices, de la médiation et de l'aide humanitaire.

Violation de la Constitution

L'objectif de la politique extérieure suisse est défini à l'article 2 de la Constitution fédérale: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.» Le peuple en tant que souverain décide librement et indépendamment de l'avenir de la Suisse. Les valeurs ancrées dans la Constitution fédérale, la liberté, l'autodétermination, l'indépendance et la neutralité, sont systématiquement minées par le Conseil fédéral et l'administration fédérale, mais aussi par les tribunaux et divers professeurs de droit.

La neutralité vidée de son sens

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ne se préoccupe plus d'adopter une position neutre et impartiale face à des conflits. Les diplomates helvétiques et les conseillers fédéraux préfèrent se pavaner sous les feux de l'actualité en adoptant sans aucune gêne les positions de l'une ou l'autre grande puissance dans des litiges internationaux alors que le souci de servir de médiateur crédible et d'offrir une aide humanitaire efficace exigerait une prise de position globalement neutre. C'est aussi une violation crasse de la neutralité que de revendiquer un siège au Conseil de



OUI à l'initiative pour l'autodétermination

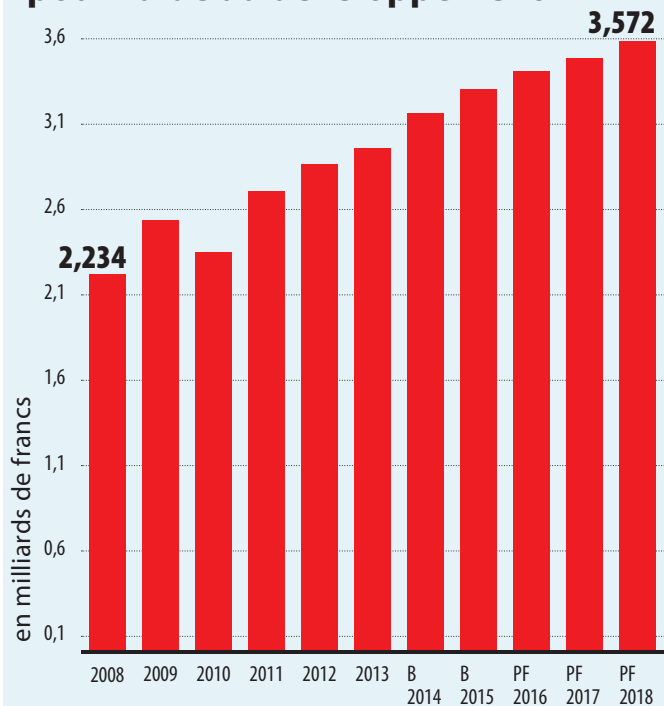
+

« Car ici,
c'est nous qui
décidons »

The banner features three individuals standing side-by-side with their arms crossed against a red background. From left to right: an elderly man with a white beard wearing a green polo shirt, a young man with dark hair wearing a blue and white plaid shirt, and a young woman with blonde hair wearing a dark blue blazer.

Plus d'infos sous: www.initiative-autodetermination.ch

Plus de 3 milliards de francs par an pour l'aide au développement



Source: documentation supplémentaire du DFAE pour le budget 2015

B = budget PF = plan financier

sécurité de l'ONU. Mais, il s'agit bien là d'une ambition de la classe politique fédérale. Faut-il donc rappeler que le Conseil de sécurité décide de ladite «paix mondiale» et qu'il impose des actes de guerre ou des sanctions? Une attitude neutre dans un tel organe est un non-sens. La Suisse n'a absolument pas besoin de se mêler de cette âpre lutte pour le pouvoir et la renommée. C'est même dangereux pour elle.

La priorité donnée au droit international

Le droit international est aujourd'hui ouvertement priorisé par rapport aux lois adoptées par le parlement et le peuple. Preuve en est notamment que de plus en plus d'initiatives populaires ne sont pas appliquées ou ne sont pas appliquées fidèlement. Le rapport fréquemment établi entre le droit international et le droit humanitaire est trompeur. Au fil des ans, les droits humanitaires sont devenus un instrument politique servant à accroître le pouvoir et l'influence de l'Etat. On est loin de leur signification initiale. Aujourd'hui, cette notion est abusée à des fins idéologiques pour imposer des idées centralistes, étatistes et socialistes. Le développement et l'interprétation de la charte des droits de l'homme par la Cour européenne des droits de l'homme se sont fortement éloignés des intentions des auteurs de cette convention. Les tribunaux internationaux font de moins en moins preuve de réserve en se mêlant du droit national des pays. Ils ignorent les constitutions nationales, minant l'autodétermination et l'indépendance juridiques des Etats.

Adhésion insidieuse à l'UE

Le projet de rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE constitue la violation la plus grave des valeurs suisses. Le Conseil fédéral et l'UE veulent que la Suisse se soumette au développement dynamique du droit et de la jurisprudence de l'UE. Non seulement la Suisse serait contrainte de reprendre des lois étrangères et d'accepter des condamnations par des juges étrangers, mais elle devrait aussi admettre que des fonctionnaires UE contrôlent l'application du droit européen sur son territoire.

Un accord-cadre coiffant tous les accords bilatéraux réglerait ce rattachement institutionnel et la Suisse serait contrainte de se soumettre obligatoirement à la démesure législative de l'UE. Le flot régulateur de Bruxelles emporterait également notre pays. Pour faire bonne mesure, la Cour européenne de justice serait appelée à régler tout litige entre la Suisse et l'UE. Il faut empêcher ce projet qui fait de notre pays une colonie obéissante de Bruxelles. La Suisse doit garder son indépendance pour pouvoir défendre sa prospérité et son succès économique.

Limiter l'aide à l'étranger

L'histoire de l'aide au développement est une succession de déceptions et d'échecs. Nonobstant les contributions énormes que le monde occidental a versées pendant des décennies, le continent africain va plus mal que jamais. Des guerres civiles, la corruption et la déchéance de l'Etat menacent de nombreux pays. Les flux migratoires du sud vers le nord s'amplifient. Il n'y a qu'une seule conclusion à tirer de cette situation: les onéreux programmes d'aide, mis en place par les Etats occidentaux durant des décennies, ont raté leur objectif. Non seulement des deniers publics sont gaspillés, mais ils servent de surcroît à maintenir en place des régimes dictatoriaux et corrompus. Il est hors de question d'augmenter les fonds d'aide au développement, mais il faut au contraire les cibler sur l'essentiel et sur des projets réellement efficaces. L'accent doit être mis sur l'aide humanitaire dans la bonne tradition suisse.

Bons offices

L'engagement de la Croix-Rouge, les interventions humanitaires de la Suisse et la Genève internationale contribuent à la renommée de la Suisse et confirment son attitude impartiale et ouverte à tous. Ce rôle utile peut être comparé à celui d'un secouriste en bordure de terrain de jeu, toujours prêt à offrir une aide rapide, non bureaucratique, discrète et impartiale. Des efforts diplomatiques discrets en faveur de la réconciliation et de la paix sont toujours préférables aux bruyantes déclarations faites dans le

cadre de l'habituel "tourisme conférencier". Alors que l'engagement humanitaire doit être maintenu, l'aide au développement doit subir une remise en ordre énergique. Par exemple, le versement de fonds d'aide au développement doit être lié à des accords de réadmission de requérants d'asile refusés. Ou encore: au lieu d'augmenter sans cesse les crédits pour l'aide au développement, il faut encourager les dons privés par des facilités fiscales.

L'impartialité est payante

Le Conseil fédéral doit revenir au principe d'une neutralité permanente, armée et globale. Neutralité globale ne signifie pas seulement neutralité juridique et militaire (conformément au droit strict de la neutralité), mais implique également une neutralité vécue (politique de la neutralité) qui impose l'impartialité et la non-immixtion dans tous les actes de politique extérieure du gouvernement. Cette exigence comprend aussi la capacité de se défendre moyennant une armée de milice disposant de suffisamment de personnel, de moyens financiers et de matériel pour donner un réel crédit à l'indépendance et à la neutralité. La Confédération n'a pas à soutenir une politique de sanction unilatérale (aux niveaux diplomatique, financier et économique), même si elle est décrétée par l'ONU, l'UE ou l'OSCE.

Relations avec le monde entier

La Suisse doit de surcroît intensifier ses efforts dans le but d'entretenir des relations commerciales avec tous les Etats et toutes les cultures du monde au lieu de se focaliser sur l'UE. Cette universalité de la politique commerciale extérieure comprend notamment la diversification moyennant des accords de libre-échange équilibrés avec le plus grand nombre possible d'Etats, car le commerce est la meilleure base de relations amicales et d'une paix durable. Les liens économiques sont aussi l'expression d'intérêts communs. Pour établir des liens économiques, nul besoin d'institutions et d'organisations politiques, ni de tentatives de rattachement.

Succès suisse grâce au refus de l'EEE

C'est à juste titre que la bureaucratie bruxelloise est régulièrement critiquée à cause de son éloignement des citoyens et de ses déficits démocratiques. La Suisse dépasse largement l'UE dans tous les classements internationaux: attractivité de la place économique, prospérité, système social,



Le site international de Genève – en photo, le siège de l'ONU – contribue à notre renommée internationale positive et illustre la position impartiale et ouverte de la Suisse.

endettement et même degré de bonheur des citoyennes et des citoyens. Si la Suisse n'est aujourd'hui pas membre de l'UE, elle ne le doit certainement pas aux élites arrogantes de la politique, de l'économie, de la société et des médias, mais uniquement à sa démocratie directe, au droit de participation de son peuple. C'est aussi un mérite de l'UDC que de se battre depuis plus de deux décennies aux côtés de la population contre l'adhésion à l'EEE et à l'UE. L'économie se portait au contraire aux pronostics mieux que jamais depuis les années nonante – précisément parce que ce pays a su garder son originalité et son indépendance. Il est d'autant plus surprenant qu'on remette aujourd'hui le vieux disque fêlé à propos des rapports avec l'UE: sans rattachement à l'UE et sans nouveaux accords avec Bruxelles, la Suisse va tomber dans la pauvreté, clament à nouveau l'administration et les fonctionnaires des associations économiques. Il est évident qu'il n'y a aucune raison de croire, ni hier, ni aujourd'hui, ces oiseaux de mauvais augure dont l'unique but est de semer la peur.

Non au rattachement à l'UE

La Suisse a certes besoin de bonnes relations économiques et amicales avec l'UE, mais il n'est absolument pas nécessaire de conclure à cet effet un accord de rattachement institutionnel qui ferait de notre pays un sujet de Bruxelles. Oui aux relations et accords bilatéraux sauvegardant les intérêts des deux parties, mais non à une politique d'intégration dont le but final est l'adhésion à l'UE ou l'alignement systématique et insidieux de la Suisse sur l'UE. L'autodétermination et l'indépendance de la Suisse, de même que ses droits démocratiques doivent au contraire être renforcés. Les adaptations et alignements doivent être stoppés. La question tombe sous le sens: pourquoi devrions-nous adopter un système manifestement inefficace, car marqué par le chômage des jeunes, la pauvreté, le clivage entre la politique et les citoyens, la bureaucratie et le centralisme? Les valeurs qui ont fait le succès de la Suisse, la liberté, l'indépendance, la neutralité, la démocratie directe, le fédéralisme et l'économie de marché, doivent être défendues inlassablement.

POSITIONS

L'UDC

- combat l'adhésion insidieuse à l'UE. L'autodétermination est en opposition avec le rattachement institutionnel à l'UE qui implique la reprise dynamique de droit et la reconnaissance de juges étrangers;
- s'engage pour que le droit suisse prime le droit international et étranger;
- garantit grâce à l'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)» l'autodétermination de la Suisse en matière législative et veille à ce que les décisions du peuple soient à nouveau appliquées;
- exige que les objectifs suprêmes de la politique étrangère suisse soient le renforcement de la liberté, de l'autodétermination, des droits démocratiques, de l'indépendance et de la neutralité;
- combat le minage de la neutralité permanente et armée alors que ces principes doivent au contraire être renforcés;
- exige que la Suisse, en tant que petit Etat, se concentre sur les bons offices qui ont fait la preuve de leur efficacité. Elle doit recourir à la diplomatie, au CICR et au Corps suisse d'aide humanitaire au lieu de se donner des airs de grande puissance et de se livrer à des condamnations partiales;

POSITIONS

L'UDC

- s'oppose à l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU;
- exige que l'attribution de l'aide publique au développement soit liée à la réadmission de requérants d'asile refusés;
- veut établir des relations avec tous les Etats du monde sur la base d'accords de libre-échange classiques en lieu et place d'une fixation sur l'UE.

AVANTAGES +

Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme citoyen, j'ai la garantie que je pourrai décider à l'avenir également des règles valables dans mon pays;
- ✓ comme chef d'entreprise, je bénéficie de bonnes relations avec le monde entier;
- ✓ comme contribuable, j'ai la certitude de ne pas devoir payer la facture de la mauvaise gestion des autres pays;
- ✓ comme citoyen, j'ai un gouvernement qui défend les intérêts de la Suisse et de ses habitants au lieu de se pavaner sous les feux de l'actualité.